

AÏN-DEFLA

Deux terroristes mis hors d'état de nuire à Bordj-Emir-Khaled...

Agissant sur informations, les éléments de l'ANP ont monté, dimanche dernier vers 18h30, une embuscade contre des terroristes, à quelque 3 km au sud de la ville de Bordj-Emir-Khaled, sur la RN 4, précisément au lieu-dit Kabr Abdallah.

L'opération a été payante puisque à l'issue de l'acrochage, un terroriste a été abattu tandis qu'un autre, blessé, est aux mains des militaires. Le cadavre du terroriste abattu a été déposé à la morgue de l'hôpital de Aïn-Defla. Les deux terroristes, indiquent des sources crédibles, sont originaires de la commune voisine de Bordj Emir Khaled, Oued El-Djemaâ, au centre d'une zone qui s'étend à l'Est jusqu'à la limite avec la wilaya de Médéa et vers le sud avec la wilaya de Tissemsilt, et au centre de cette zone, Djebel Elouh qui pendant des années a été le fief de «l'émir» Souane.

Pour rappel, ce dernier avait planifié et perpétré de nombreux attentats causant la mort à de nombreuses personnes. A l'issue de cette opération, les éléments de l'ANP ont récupéré deux Kalachnikovs.

Karmi O.

... et un autre abattu dans les monts de Chréa (Blida)

Selon des sources sécuritaires, un terroriste a été abattu hier à Béni Ali, localité située dans les monts de Chréa, sur les hauteurs de Blida.

Selon les mêmes sources, le terroriste était de passage dans l'est de la wilaya de Blida avec son acolyte qui a pu prendre la fuite.

Un fusil mitrailleur de type Kalachnikov a été récupéré. Il est à noter que depuis le début de l'année, 10 terroristes ont été abattus dans la wilaya, dont 7 uniquement à Bougara, commune distante de 20 km du chef-lieu de wilaya.

H. M.

ORAN

Arrestation de 8 cadres d'une filiale de Sonatrach

On a appris hier de source sûre que 8 cadres rattachés à une filiale de Sonatrach, plus précisément activant dans une société de transport de l'hydraulique STH, située à Arzew, ont été arrêtés par les services de sécurité entre samedi et dimanche.

Les personnes en question, dont le directeur général de cette filiale, le sous-directeur, le directeur des ressources humaines, le directeur de la sécurité interne, le directeur régional, le chef de développement, et le responsable juridique, sont tous accusés de passation de marchés publics de gré à gré. Autre grief retenu contre ces cadres, la surfacturation sur du matériel de sécurité interne.

Une surfacturation estimée à 2 millions d'euros qui, selon une expertise, ne dépasserait le un dixième de cette somme. L'enquête suit son cours.

A. B.

ANNABA

La peine de travail d'intérêt général à l'ordre du jour

Une journée d'information et de sensibilisation sur la peine de travail d'intérêt général au profit des condamnés non récidivistes a été organisée hier par la cour de justice de Annaba.

Cette nouvelle disposition pénale, qui intervient à la demande du condamné dans des affaires délictuelles ou des infractions, arrêtées au nombre de 41, et dont l'application reste à l'appréciation du juge qui prononce la sentence, concerne des condamnations pour des délits ne dépassant pas une année de prison ferme.

Cette disposition du code pénal, promulguée par la loi 09/01 du 25 février 2009, permet aux concernés d'effectuer des travaux d'utilité générale durant 2 heures par jour, allant de 20 heures à 300 heures pour les mineurs et de 40 heures à 600 heures pour les majeurs.

Quatre conférences sur le sujet, animées par des magistrats de Annaba, ayant donné lieu à des débats, ont explicité cette nouvelle loi, entrant dans le cadre de la réforme de la justice.

Concernant les amendes éventuelles et les frais de justice pour les bénéficiaires de ces peines alternatives,

les intervenants ont fait savoir qu'ils ne sont pas pris en compte par cette nouvelle disposition et restent à la charge du condamné.

Dans ce cadre, les bénéficiaires de cette loi seront affectés dans des institutions et autres entreprises publiques, tout en vacant à leurs occupations habituelles dans leurs postes d'emploi originels. Un juge d'application des peines est désigné par la cour pour le suivi et le contrôle des concernés.

«C'est une peine alternative qui évitera au condamné un séjour carcéral durant lequel il aura forcément à se mélanger avec des gens lourdement condamnés, dont beaucoup de récidivistes, tout en lui donnant la possibilité d'effectuer des travaux au profit de la société pour s'acquitter de sa dette envers celle-ci.

Elle facilitera, par ailleurs, son insertion sociale», nous expliquera le procureur général près la cour de Annaba. A propos de l'insertion sociale de tous les



Photo : Djalel B.

détenus, la même source a annoncé l'ouverture dans les prochains jours d'un service extérieur au centre-ville de Annaba qui aura à prendre en charge psychologiquement, ainsi que dans d'autres domaines, ces détenus.

Il s'agit de l'ancien service d'hygiène de l'APC, désaffecté et qui fait l'objet actuellement de travaux d'aménagement.

Le procureur général près la cour de Annaba n'a pas manqué de mettre l'ac-

cent sur le travail laborieux qui a précédé l'application de cette nouvelle disposition et les quelques réticences qu'elle aura à rencontrer à son début, sachant que la préparation d'une disposition similaire en France a nécessité une période de six ans avant son application. Il relèvera ainsi que trois condamnés ont déjà bénéficié de cette disposition à Annaba, depuis le début de son application en février dernier.

A. Bouacha

AVORTEMENT CLANDESTIN À ORAN

Des peines allant jusqu'à 3 ans de prison ferme requises contre des employés du CHU

Pas moins de douze personnes soupçonnées d'être en rapport avec un réseau spécialisé dans la pratique d'avortements clandestins ont comparu, hier, devant le tribunal correctionnel de Djamel-Eddine (Oran). Ce réseau a été démantelé par la police en avril dernier, au niveau d'un appartement de location situé à la cité Lescure, au centre-ville d'Oran.

Comme pour les autres réseaux de ce type déjà démantelés par les services de sécurité au niveau de la wilaya d'Oran, la complicité d'employés relevant de

structures médicales a été mise au jour.

Ainsi, dans cette affaire, les principaux accusés sont un surveillant médical, deux employés et une femme de

ménage, tous dépendant du service des UMC du CHU d'Oran, ainsi qu'un médecin généraliste privé.

Lors de l'audience, les 12 accusés, dont 5 jeunes femmes candidates à l'avortement, ont nié s'être adonné à ce genre de pratique, que la législation algérienne interdit.

Dans son réquisitoire, le représentant du ministère public a requis 3 ans de prison ferme à l'encontre de

sept accusés soupçonnés d'avoir participé aux opérations d'avortement, ainsi que 2 ans d'emprisonnement contre les candidates à l'avortement. Il est à signaler que l'une d'elles, qui en est à son septième mois de grossesse, n'a pu se faire avorter avant que la police ne l'arrête.

Le verdict dans cette affaire sera rendu incessamment, indique-t-on.

Ben Aziz

LE SG DE L'ACADÉMIE ALGÉRIENNE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE :

«La position de l'ASCA est celle de l'Etat algérien»

Le secrétaire général de l'Académie algérienne de la société civile (ASCA), le docteur Ahmed Chenna, a réitéré son soutien à la diplomatie algérienne, notamment concernant la guerre médiatique entre l'Algérie et l'Egypte.

C'est ce qui ressort de la conférence animée hier au centre presse d'El Moudjahid par le docteur Chenna, portant sur le rôle et la contribution de la société civile dans la politique d'édification nationale et de développement. Interrogé sur la position de l'ASCA concernant la situation tendue entre l'Algérie et l'Egypte, Chenna a déclaré : «Nous avons donné des instructions à notre bureau

international établi au Caire pour s'assurer de la sécurité de notre communauté installée là-bas.»

Le SG de l'ASCA a, toutefois, déploré la guerre médiatique à laquelle se livrent les médias égyptiens contre l'Algérie, tout en exprimant sa grande déception quant aux déclarations haineuses émanant de personnalités politiques, à commencer par les deux enfants du président Moubarak,

outre certains ministres ou responsables de partis politiques.

«La position de l'ASAC est la position officielle de l'Etat algérien» qui a choisi de ne pas tomber dans le piège de la provocation. Et de rappeler les réalisations de l'ASCA qui «vont de pair avec la diplomatie algérienne». L'ASCA estime être «un soutien à la diplomatie nationale». Il rappelle les démarches entreprises par cette institution pour véhiculer la culture algérienne à l'étranger, regrouper l'élite algérienne. L'ASCA est une organisation regroupant 118 000

adhérents sur le plan national et 6 000 autres à l'étranger. Cette composante humaine comprend 43 % de jeunes de la tranche d'âge des 18-25 ans, 33 % de femmes et 43 % d'universitaires. Avec ses 19 bureaux installés à l'étranger et 44 autres à travers les 48 wilayas, le SG de l'ASAC a tenu à évoquer avec une grande fierté les réalisations de son organisation.

Le secrétaire général mettra l'accent sur les différentes actions de sensibilisation de l'opinion internationale autour de la question sahraouie. Et de se dire également

fier du fait que l'ASCA est la première organisation non gouvernementale dans le monde à lancer une campagne internationale contre la décision du TPI de juger le président Omar El Bachir. M. Chenna a également tenu à rappeler le soutien inaltérable de l'ASCA au peuple palestinien.

C'est la première organisation non gouvernementale arabe à avoir déposé une plainte contre Israël, le 29 décembre 2008, soit 24 heures après les raids sur la bande de Ghaza.

W. Z.